



## Westminster & City News

NUMÉRO 25

Du 21 au 27 juin 2019

### ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE

#### POLITIQUE MONÉTAIRE ET FINANCES PUBLIQUES

**La Banque d'Angleterre pourrait baisser les taux en cas de no deal** – Lors d'une [audition](#) devant la Commission du *Treasury*, Mark Carney a indiqué qu'en cas d'absence d'accord, sans préjuger de la position du Comité de politique monétaire (MPC), il était « *more likely that [the Bank] would provide some stimulus* ». La Banque fera son possible pour assurer la transition, quoique ce ne soit pas garanti. Interrogé sur les différences d'appréciation des risques de *no deal* entre la Banque et les marchés, le Gouverneur a estimé que la Banque se fondait sur « *some sort of a deal* » alors que le marché pondérait « *some possibility of the outcome* », raison pour laquelle le marché était plus bas. Les prévisions du MPC sont fondées sur une transition qui reste la priorité du gouvernement et des deux candidats à la chefferie du parti conservateur. Dans cette hypothèse, les taux remonteront de manière limitée et graduelle. En cas de changement de politique du gouvernement vers le *no deal*, les prévisions de croissance seront mises à jour.

**La taxe d'habitation contribuerait à accroître les inégalités à Londres** – Selon une [étude](#) du *think-tank* IPPR, le système actuel de taxe d'habitation (*council tax*) serait économiquement inefficace en raison du manque de progressivité des tranches d'imposition et de l'obsolescence du système de valorisation des logements. Aussi le *think-tank* recommande-t-il de supprimer cet impôt au profit d'une nouvelle taxe, prélevée à la source, qui serait proportionnelle à la valeur de marché des logements, et qui s'appliquerait aux propriétaires et non aux locataires (IPPR propose un taux de 0,5 % de la valeur du bien, qui serait « fiscalement neutre » à Londres). Le *think-tank* appelle également à une décentralisation des compétences dans ce domaine au profit du Grand Londres et à la création d'un système d'allocations sociales destiné à soutenir les résidents les plus pauvres qui serait financé par des majorations de la nouvelle taxe d'habitation pour les résidences secondaires et les logements vacants.

#### COMMERCE ET INVESTISSEMENT

**Le nombre de projets d'IDE au RU est en baisse de 14 % par rapport à 2017** – Le chiffre publié par le Ministère du [Commerce](#) international est au plus bas depuis six ans, il couvre l'année budgétaire (avril à mars) et correspond aux tendances observées par le [baromètre](#) EY sur l'année civile (-13% des projets mais reste destination n°1 des IDE en Europe). Les principaux secteurs d'investissements sont l'informatique (366 projets), les services B2B ou B2C (155), les services financiers (148), les infrastructures et les transports (142). La France est à l'origine de 98 projets créant 4 650 emplois. Les investisseurs sont plus prudents dans un contexte d'attentisme quant au résultat des négociations Brexit.

**La population britannique augmente à son taux le plus faible depuis 2004** – 66,4 M de personnes vivaient au Royaume-Uni en 2018, une augmentation de 0,6% comparé à 2017 et la plus faible depuis 2004 d'après l'Institut des Statistiques nationales – [ONS](#). Le solde migratoire est pour la cinquième année consécutive le principal facteur de changement de la population : l'immigration internationale au RU a crû de +10 % depuis un an. L'accroissement naturel est en baisse, avec -2 % de naissances par rapport à 2017 (plus bas depuis 2006) et +3 % de décès (plus haut depuis 2000). Au total, l'immigration nette (+275 000) contribue pour plus du double à l'augmentation de la population par rapport à l'accroissement naturel (+121 000). Par ailleurs, si la population en âge de travailler (16-

24 ans) n'a augmenté que de 3,5 % depuis 2008, les groupes de 65-68 et de plus de 85 ans ont augmenté de 23 % chacun. Les quatre zones où la population augmente le plus rapidement sont au centre de Londres.

## CONCURRENCE

**L'Autorité de la concurrence veut plafonner les tarifs de certains services aux particuliers** – La CMA souhaite [plafonner](#) les tarifs facturés aux consommateurs dans les télécommunications (abonnements ADSL, câble, fibre et mobile) et les services financiers (assurance habitation, prêts hypothécaires et placement d'épargne-retraite) pour les contrats automatiquement renouvelés en l'absence de décision contraire du client. L'annonce de la CMA, qui s'inscrit dans sa stratégie de long terme de défense des intérêts des consommateurs et de lutte contre les discriminations tarifaires entre les clients de longue date et les nouveaux abonnés (*loyalty penalty*), intervient une semaine après que le gouvernement l'a habilité à directement infliger des amendes aux entreprises facturant des tarifs trop élevés sans avoir à les poursuivre en justice préalablement.

## ACTUALITÉ FINANCIÈRE

### BREXIT

**Les institutions financières ont déjà consacré 4 Md £ aux préparatifs Brexit** – Selon les derniers chiffres trimestriels de suivi du Brexit publiés par [EY](#), les principaux groupes financiers auraient déjà consacré 1,3 Md £ à la relocalisation de leurs effectifs, aux services de conseil juridique et aux plans de continuité d'activité depuis le référendum, auxquels s'ajoutent 2,6 Md £ de capital réglementaire dans les nouveaux sièges hors du RU. HSBC, Barclays et RBS ont également contingenté des fonds supplémentaires pour faire face aux besoins futurs de nouveaux recrutements, de locaux et d'investissements technologiques. EY estime néanmoins que ces estimations ne concernent qu'un petit nombre d'entreprises, soit « une goutte d'eau dans l'océan » et ne reflètent pas les coûts réels finaux, la plupart des entreprises ayant suspendu leurs plans de contingence en raison des reports successifs de la sortie du RU de l'UE.

### BANQUES

**Lloyds renforce ses contrôles anti-blanchiment sur ses clients étrangers à Jersey** – En vertu des obligations de lutte contre le blanchiment qui prévoient une vigilance constante sur les transactions de ses clients, Lloyds a décidé de geler les comptes d'environ 8 000 de ses clients étrangers de Jersey faute d'avoir pu mettre à jour leurs informations d'identification et ce, malgré des demandes répétées. Lloyds n'a pas rendu public le nombre de ses clients mais selon les analystes les comptes gelés ne représenteraient en réalité que 5 % des comptes Lloyds détenus par des non-résidents à Jersey. Néanmoins, cette action Lloyds démontre que les banques britanniques sont mises sous pression dans un contexte de nombreux scandales de blanchiment qui ont impliqué des banques européennes (Deutsche Bank, Dansk Bank ou ABLV) et alors que les parlementaires britanniques appellent ces Îles à plus de transparence. HSBC, Barclays and RBS auraient également renforcé leurs contrôles à Jersey.

### RÉGLEMENTATION FINANCIÈRE ET MARCHÉS FINANCIERS

**Les bourses de Londres se préparent à retirer de la cotation des actions de sociétés suisses** – Cette décision résulte de l'absence d'accord trouvé entre la Suisse et l'UE sur la conclusion d'un cadre institutionnel unique (en lieu et place des 120 traités bilatéraux existants) afin que la Suisse adopte automatiquement certaines réglementations européennes et bénéficie du statut d'équivalence et de l'accès au marché européen. Cette proposition est pour l'instant rejetée par la Suisse qui a lancé une consultation publique. En attendant, la période de transition octroyée par l'UE jusqu'au 30 juin arrive à expiration et oblige les marchés boursiers à suspendre la cotation d'entreprises suisses (230 pour CBOE par exemple, dont UBS et Novartis). Ce blocage reflète le durcissement de la position de l'UE à l'égard de la Suisse à la lumière des négociations sur le Brexit et la réticence à créer un précédent où un pays qui refuse de se plier aux exigences européennes peut continuer à accéder au marché intérieur sans être sanctionné. Environ 30% des sociétés cotées suisses le sont à Londres.

**Un fonds activiste obtient la démission du président du transporteur First Group** – [First Group](#) est un des principaux opérateurs de trains et de bus au RU et en Irlande, présent aux États-Unis et Canada (Greyhound, First Student et Transit). À la faveur de l'octroi d'une franchise supplémentaire, Coast Capital exige un retrait des franchises ferroviaires au RU, compte tenu des risques trop importants liés notamment au système de retraite illimité des employés. Il souhaite en outre une scission des activités américaines et britanniques et la vente de certaines

divisions. Lors d'une assemblée extraordinaire, Coast Capital, soutenu par l'autre grand actionnaire Columbia Threadneedle (20% à deux), a voté sans succès pour le remplacement de six membres de la direction générale dont le DG. Le Président a décidé de ne pas se représenter à l'AG fin juillet. First emploie 100 000 personnes et transporte 2,1 Md de passagers par an pour un CA de 6,4 Md £.

**M. Carney appelle à une modernisation du système financier par un soutien aux fintechs** – Le gouverneur de la BoE a [annoncé](#) que la BoE étudiait la possibilité pour ces entreprises d'accéder à son système de paiement et de faire conserver leurs fonds sur les comptes de la BoE pendant la nuit. Il a souligné que les sociétés financières qui souhaitaient rationaliser leurs transactions afin de réduire leurs coûts, en supprimant les banques de proximité, pourraient également utiliser les facilités de paiement de la BoE. Il a par ailleurs indiqué qu'un grand nombre de réformes seraient engagées en faveur des PME des nouvelles technologies qui souffrent aujourd'hui d'un manque de financement en raison d'un système financier désuet (selon un [rapport](#) commandé par la BoE, près de 22 Md £ n'auraient pas alloués à ces entreprises pour défaut de garanties d'emprunt ou en raison d'une bureaucratie excessive et non adaptée à la demande). La fintech de transfert d'argent Transferwise avait été la première à pouvoir accéder au système de paiement de la BoE en 2018.

**L'ex-PDG de Barclays a été acquitté dans le volet pénal de l'ouverture du capital au Qatar en 2008** – Poursuivi par l'agence de lutte contre la fraude *Serious Fraud Office* (SFO) pour « association en vue de commettre une fraude au moyen de fausses déclarations » dans le cadre de deux levées de fonds réalisées auprès du Qatar en 2008 pour un montant total de 11,8 Md£, J. Varley a été acquitté par la cour d'appel de Londres qui a jugé les preuves retenues à son encontre insuffisantes pour le condamner. Le SFO avait accusé l'ex-PDG d'avoir secrètement payé le Qatar en échange de son soutien financier au moment de la crise financière de 2008 dans le but d'éviter un sauvetage de la banque par le gouvernement britannique. Cette décision met fin à plus de six ans de procédures.

#### Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional de Londres (adresser les demandes à [londres@dgtresor.gouv.fr](mailto:londres@dgtresor.gouv.fr)).

#### Clause de non-responsabilité

Le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Directeur de la publication : Jean-Christophe Donnellier  
Service économique régional de Londres  
Ambassade de France au Royaume-Uni

Adresse : 58 Knightsbridge, London, SW1X 7JT

Rédigé par : Marianne Carrubba, Laura Guenancia et Philippe Guyonnet-Dupérat

Revu par : Philippe Guyonnet-Dupérat

Version du 27 juin 2019

## TABLEAU DE CONJONCTURE

### ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Indicateurs*		Croissance T1 2019	Moyenne sur 3 ans
PIB		1,5%	1,7%
PIB en glissement trimestriel (T1 2019)		0,5%	0,4%
PIB par habitant		0,9%	1,0%
Inflation (IPC)		1,9%	2,1%
Approche par les dépenses	Investissement (FBCF)	-0,1%	2,1%
	Consommation	1,9%	2,4%
	Dépenses publiques	0,6%	0,4%
	Exportations (B&S)	-0,3%	2,6%
	Importations (B&S)	3,0%	2,9%
Approche par la production	Secteur manufacturier	0,7%	1,3%
	Secteur de la construction	1,1%	4,0%
	Secteur des services	1,9%	1,9%
Parmi les services	Finance et assurances	-1,6%	0,6%
	Ventes au détail	3,5%	3,1%

### MARCHÉ DU TRAVAIL

Indicateurs		T1 2019	Moyenne sur 3 ans
Taux de chômage		3,8%	4,4%
Taux d'emploi		76,1%	75,2%
Nombre d'heures travaillées	(moyenne hebdomadaire)	32,2	32,1
Productivité horaire**	Croissance annuelle	0,6%	0,7%
Salaires nominaux	Croissance annuelle	3,0%	2,5%
Salaires réels	Croissance annuelle	1,0%	0,6%
Revenu disponible par habitant	Croissance annuelle	1,3%	0,5%
Taux d'épargne des ménages		4,5%	4,8%

### FINANCES PUBLIQUES

Indicateurs	T1 2019 (% du PIB)	Moyenne sur 3 ans
Déficit public (hors actifs bancaires)	-1,2%	-2,1%
Dette du secteur public (hors actifs bancaires)	83,1%	84,3%
Investissement public net	-2,0%	-1,9%

### COMMERCE EXTERIEUR

Indicateurs		T1 2019 (% du PIB)	Moyenne sur 3 ans
Balance courante		-4,2%	-4,3%
Balance des B&S		-2,1%	-1,4%
Balance des biens		-7,0%	-6,7%
Balance des services		4,9%	5,2%
Taux de change (moyenne trimestrielle)	GBP/EUR	1,15	1,15
	GBP/USD	1,30	1,32

#### Source : ONS

\* Tous les taux de croissance sont calculés en termes réels et corrigés des variations saisonnières.

\*\* Les données concernant la productivité, le revenu disponible, le taux d'épargne et la balance courante ont un trimestre de retard.

\*\*\* Les données proposées dans ce tableau concernent le dernier trimestre disponible et les taux de croissance sont calculés sur 12 mois (sauf PIB g.t.). Elles peuvent donc différer des données évoquées dans les brèves si la période n'est pas la même.